

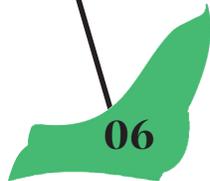


# La soupe au caillou AUTOUR DES RÉGIONS!

1<sup>er</sup> décembre 2009

Par l'équipe du Collectif

Numéro 316



**Montréal**

## Un message de plus en plus partagé

En vue de la consultation du 23 novembre, plusieurs regroupements ont décidé de mettre sur pied la Coalition antipauvreté de Montréal pour mener une campagne revendiquant un véritable plan de lutte à la pauvreté pour la région montréalaise et l'ensemble du Québec. Cette Coalition a organisé une journée de réflexion qui rassembla une centaine de participantEs le 14 octobre dernier. Cette journée permit de réaffirmer le rôle central de l'État dans la lutte à la pauvreté et de rédiger une déclaration commune endossée et par des groupes invités et par des groupes exclus de la consultation. On y revendique plusieurs mesures, telles que l'augmentation du revenu des personnes en situation de pauvreté et on y souligne plusieurs enjeux, comme la reconnaissance des problématiques particulières vécues par les femmes, les personnes immigrantes ou « racisées ».

### Des appuis institutionnels

À l'intérieur, certaines prises de position en ont étonné plusieurs. En ouverture de la rencontre, des représentantEs de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal, de la Ville de Montréal

(suite en page 3)



## Laurentides Une sensation d'inutilité

Le gouvernement a tenu, le 20 novembre, sa consultation pour la région des Laurentides dans un hôtel de Saint-Jérôme. Retour sur ce 10<sup>e</sup> « Rendez-vous régional de la solidarité ».

### Dehors, par un temps frisquet

Environ 70 personnes ont répondu à l'invitation du Collectif des Laurentides pour un Québec sans pauvreté et se sont rassemblées pour manifester leur mécontentement par rapport au processus et au contenu des consultations gouvernementales. La moitié d'entre elles étaient des personnes vivant en situation de pauvreté.

Il ne faisait pas très chaud ce jour-là dans les Laurentides. Heureusement, le Collectif régional avait prévu le coup et loué un autobus pour permettre aux manifestantEs de se réchauffer. D'autre part, un camion « cube » a servi d'espace de travail pour la fabrication de pancartes, la préparation du café... Bref,

rien de ce rassemblement citoyen n'avait été laissé au hasard.

### Pour mettre fin aux inégalités

Pendant plus de 3 heures, citoyens et citoyennes se sont relayéEs afin de rappeler au gouvernement que pour lutter efficacement contre la pauvreté, il faut s'attaquer en priorité aux sources mêmes du problème; sans des politiques publiques fortes s'appliquant à touTEs et améliorant les revenus des personnes, le prochain plan d'action gouvernemental risque de développer le cynisme plutôt que de réduire les inégalités.

C'est pourquoi les revendications formulées par les manifestantEs visaient des actions que seul l'État est en mesure de mettre en place. Parmi elles, on retrouvait les trois revendications indissociables de MISSION COLLECTIVE. On y retrouvait également des mesures urgentes,

(suite en page 2)



(suite de la page 1)

telles que l'abolition des catégories à l'aide sociale et la reconnaissance des besoins spécifiques des personnes handicapées, la gratuité des médicaments pour toute personne ayant un revenu annuel inférieur à la Mesure du panier de consommation (environ 13 500 \$), la fin du détournement des pensions alimentaires, l'augmentation du seuil d'admissibilité à l'aide juridique, la mise en place d'une politique de l'itinérance et l'augmentation du nombre de logements sociaux.

### Vérité de La Palice

Sur l'heure du dîner, la ministre Lise Thériault est allée à la rencontre des personnes présentes à la manifestation. Plusieurs d'entre elles lui ont alors exprimé leur exaspération relativement aux problèmes engendrés par la pauvreté. Quelqu'un lui a posé cette question : « Pensez-vous que 588 \$ par mois, c'est suffisant pour une personne seule? » « Ce n'est pas beaucoup », a-t-elle répondu, avant d'ajouter qu'elle en était très consciente.

### Un cadre rigide à l'intérieur

Vingt-cinq personnes ont pris part à la consultation « officielle », dont une personne en situation de pauvreté qui agissait en tant que déléguée du Collectif des Laurentides. On peut dire que la rencontre s'est bien passée. Entre les participantEs, les relations étaient conviviales et respectueuses. Aussi, fait étonnant, les participantEs ont eu droit en début de rencontre à un rappel des conclusions de la consultation nationale. On n'avait pas vu cela

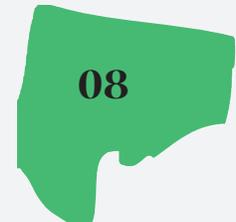
depuis les consultations du Centre-du-Québec et de la Montérégie.

Néanmoins, il y a une ombre au tableau : l'animation. Il semble que l'animateur a cru nécessaire de mener la rencontre de façon stricte et rigide, alors que rien ne l'y obligeait. Cela a eu pour conséquence que la seule personne en situation de pauvreté présente autour de la table n'a pu exprimer ce qu'elle voulait. En effet, après avoir passé l'avant-midi à écouter les interventions des autres, ne se sentant alors pas prête à prendre la parole, cette personne a voulu le faire en début d'après-midi. Elle lève donc la main pour demander un droit de parole, droit que lui donne l'animateur. Cependant, à peine commencée son intervention, voilà l'animateur qui lui coupe la parole pour lui dire que son propos est hors d'ordre, qu'il aurait fallu parler de ces choses-là au cours de la matinée. Trouvant désolant que la seule personne vivant en situation de pauvreté présente, par surcroît représentante de son groupe, ne puisse pas terminer son intervention, quelqu'un a protesté et demandé qu'on la laisse dire ce qu'elle a à dire. Ce fut en vain. L'animateur a plutôt enligné la personne sur un autre sujet, en lui demandant de parler de « bons coups ».

Pas besoin de dire que cette personne est sortie amère. Selon elle, cette consultation est « de l'argent jeté par les fenêtres ». D'autres parlent de consultations bidon. Il faudra plus que de vagues déclarations ministérielles pour dissiper cette sensation d'inutilité : il faudra un plan d'action solide, s'attaquant aux vraies racines de la pauvreté.

### Les prochaines consultations

**Lundi 7 décembre**  
**Estrie et**  
**Abitibi-Témiscamingue**



**Mardi 8 décembre**  
**Nord-du-Québec**



Surveillez les prochaines parutions de la Soupe au caillou pour les comptes-rendus de ces rencontres.



## (suite de la page 1)

et de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal ont exposé leur vision de la lutte à la pauvreté. TouTEs ont insisté sur l'implication des milieux locaux, mais aussi sur l'importance du logement social et la nécessité d'améliorer les politiques sociales au Québec. D'ailleurs, dans un communiqué de presse, la CRÉ de Montréal a rappelé qu'un plan spécifique pour la région montréalaise doit s'inscrire dans une vision nationale appuyée par des outils nationaux, capables de réduire les inégalités de revenu. « Nous pensons ici aux mesures fiscales, aux transferts gouvernementaux et aux services à portée universelle qui doivent être renforcés ». La perspective que le mouvement social québécois s'efforce de répéter au gouvernement depuis le début des consultations est donc partagée même parmi ces milieux institutionnels.

### Le travail en atelier

Étant donné l'ampleur du nombre de groupes invités, ceux-ci ont été divisés en trois ateliers. En avant-midi, les participantEs devaient identifier les priorités pour la région montréalaise tandis que, en après-midi, ils devaient s'attarder aux enjeux entourant la gouvernance.

Lors de la plénière, les animateurs et animatrices des trois ateliers n'avaient que trois minutes pour faire rapport de la synthèse des discussions. Ensuite, l'animateur de la journée a dégagé trois axes d'action prioritaires : une approche globale concertée, une approche durable de l'action et une intervention précoce auprès des enfants. Passons sur les deux premiers axes, même si leur formulation très vague reflète davantage le vocabulaire gouvernemental que les propos de la journée. Mais le troisième, qui porte sur la prévention au niveau de l'enfance, est plus questionnable.

### Ce qui se dégage vraiment

En effet, des participantEs nous ont déclaré que la question du logement social et les efforts à entreprendre pour mieux soutenir les personnes et les familles des communautés culturelles ont davantage retenu l'attention en



atelier. L'importance des mesures nationales, en particulier les revendications de MISSION COLLECTIVE, a également été ramenée à maintes reprises, malgré le fait que les animateurEs d'atelier ont répété plusieurs fois qu'elles avaient été nommées et bien entendues lors de la consultation nationale ainsi que dans les autres régions.

En ce qui a trait à la gouvernance, plusieurs groupes ont émis des réserves à l'idée que les conférences régionales des élus (CRÉ) pilotent l'application d'éventuels plans régionaux de lutte contre la pauvreté, les CRÉ étant souvent considérées comme trop peu ouvertes à la participation citoyenne.

Sur une autre note, en clin d'œil aux scandales entachant actuellement différentes administrations au Québec, plusieurs participantEs ont remis aux ministres Sam Hamad et Lise Thériault une enveloppe brune contenant... la déclaration commune de la Coalition antipauvreté de Montréal!

### En dehors : l'indignation

Plus de 300 personnes sont venues exprimer leurs préoccupations au gouvernement devant l'Auberge Universel Montréal. PartiEs du Métro Viau, à l'ombre du Stade olympique, les militantEs ont défilé dans les rues de l'Est de la métropole en direction du lieu officiel de la consultation. Sur place, en plus des témoignages et des slogans, une performance

pleine de surprises, mettant en vedette Jean Charest, au volant d'un « bazou » libéral, en grande conversation avec André Chagnon, de la fondation du même nom, a bien fait rire la foule rassemblée tout en dénonçant la déresponsabilisation du gouvernement au profit de l'ingérence des grands philanthropEs dans les politiques sociales.

En plus des politiques nationales, les manifestantEs ont réclamé qu'on s'occupe de difficultés caractéristiques de la région métropolitaine, comme l'itinérance et la pauvreté des personnes immigrantes. Notons également que l'Organisation populaire des droits sociaux (OPDS) de la région de Montréal s'était mobilisée, tôt le matin, pour distribuer des dépliants aux participantEs de la consultation, lesquels exigeaient un véritable partage des richesses collectives. L'indignation était bien au rendez-vous à Montréal lundi dernier.

### La ténacité paye

À la suite de la consultation du 6 novembre dans Lanaudière, le Collectif souhaitait que le gouvernement écoute et mette à profit le message porté par le mouvement de lutte à la pauvreté. Lundi dernier, on a vu que ce message est désormais porté par d'importantes institutions montréalaises. Le ministre Hamad a pu le constater. Continuons : la ténacité paye! 🌱



**Collectif pour un Québec sans pauvreté**

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

[www.pauvrete.qc.ca](http://www.pauvrete.qc.ca)